

Le casse-tête du financement du revenu de base (1)

C'est un casse-tête pour plusieurs raisons : 1) il existe de nombreuses propositions de RB et d'innombrables modalités de financement envisageables ; 2) il est problématique d'envisager le financement d'un RB « toutes choses égales par ailleurs » alors qu'il serait différent selon qu'on a, par exemple, 6 millions de chômeurs ou le quasi plein emploi ; 3) ce qui semble relever d'une approche comptable implique en réalité des choix de société. MAIS IL Y A UNE RAISON PRINCIPALE. Elle sera fournie... en conclusion du troisième et dernier billet.

Je ne me place ici ni comme avocat du RB ni comme procureur. Je ne suis pas hostile à toute idée de RB, je pense juste que pour l'instant on n'a pas en main de quoi se prononcer en connaissance de cause. J'ai par exemple signé l'an dernier une lettre de 19 économistes européens publiée par le Financial Times - j'étais le seul Français - appelant à prendre une mesure s'inspirant en partie du RB. En anglais, cela s'appelle le quantitative easing for people, en français ce serait la création monétaire pour les gens, pas pour les banques : au lieu que la BCE crée des centaines de milliards d'euros en crédits accordés aux banques privées (assouplissement monétaire ou quantitative easing), versons les mêmes montants SOIT entre tous les citoyens de la zone euro, à égalité, ce qui ferait 175 euros par mois par individu, SOIT pour des investissements publics d'intérêt général notamment pour la transition écologique, SOIT moitié-moitié par exemple. Mais cette mesure « anti-austérité » n'a pas vocation à devenir permanente et elle a donc peu à voir avec ce qui suit.

QUEL BUDGET POUR LE REVENU DE BASE ?

Un préalable : beaucoup d'avocats du RB négligent les plans de financement, en reportant la question vers des « débats démocratiques ». Ce n'est pas idéal pour convaincre. On trouve en revanche dans certains cas des scénarios de financement (voir une bonne recension, mais avec peu de chiffres, sur le site du MFRB : « [Les 8 approches de financement du revenu de base](#) »), dont celui présenté dans un livre de 2014 par Gérard Koenig et Marc de Basquiat. Le titre du livre, « Liber, un revenu de liberté pour tous », est libéral, comme le contenu du projet.

Denis Clerc en a proposé une critique détaillée et robuste dans la revue « l'économie politique » de juillet 2015. Il y montre notamment que ce Liber détériore la situation moyenne des plus pauvres et des déciles moyens, alors qu'il améliore grandement celle des plus riches. De quoi faire fuir les avocats de la solidarité ? Pas forcément car ce résultat inacceptable est largement lié au choix libéral des deux auteurs de privilégier 1) une « flat tax » (taux d'imposition uniforme sur tous les revenus), et 2) la suppression de l'impôt sur les sociétés. Si on reprenait leur simulation avec une fiscalité très progressive sur le revenu, le résultat ne serait pas une progression des inégalités, mais une diminution.

Parmi les propositions existantes, le montant du RB par personne va en gros, mis à part des mini-RB assez dérisoires, du RSA actuel (autour de 500 euros mensuels pour une personne seule, j'arrondirai un peu les chiffres) à 1.200 euros mensuels chez Yann Moulier Boutang ou Baptiste Mylondo par exemple. Pour les enfants et les jeunes, c'est variable, certains proposant un montant identique de la naissance à la mort, d'autres, plus nombreux, proposant un montant 2 à 3 fois plus faible pour les jeunes (selon les cas, moins de 15, de 16, ou de 18 ans). C'est certes une entorse à l'idée de revenu lié à « l'existence », mais cela prouve que les avocats du RB peuvent aussi mixer idéalisme et réalisme.

Dans ces conditions, le montant total du revenu de base à verser peut varier dans des proportions énormes. Par exemple, avec seulement 500 euros mensuels par adulte (6000 euros par an) et 200

euros pour les moins de 18 ans (2.400 euros par an), le montant total serait pour les plus de 18 ans de (52 millions x 6.000), pour les moins de 18 ans de (15 millions x 2.400), soit un total de $312 + 36 = 348$ milliards d'euros, arrondis à 350.

En revanche, avec la proposition maximale de Yan Moulier Boutang, il faudrait verser (52 millions x 14.400), plus (15 millions x 7.200), soit, en arrondissant, un total de $750 + 110 = 860$ milliards d'euros.

Ces chiffres sont à comparer à d'autres grandes masses de l'économie (données de 2012, en milliards d'euros) :

Salaires bruts : 810

Salaires nets : 670

Revenus mixtes pour les indépendants et petits patrons, dont une partie est du profit et l'autre du revenu individuel ou familial : près de 110

Total protection sociale : près de 700

Dont :

- Maladie, invalidité, maternité et accidents du travail : 233

- Retraites (de base et complémentaires) : près de 250

- Indemnités chômage (36), pauvreté et exclusion (16), logement (17), minimum vieillesse (15) : total de 84

- Allocations familiales : 48

UN RB FAIBLE SERAIT-IL UN PROGRES SOCIAL ?

Prenons d'abord le cas d'un RB minimal à 500 euros par adulte et 200 euros pour les moins de 18 ans, qui exige de verser 350 milliards d'euros par an. Améliorerait-il sensiblement les choses sur le plan de la pauvreté, des inégalités et de la dignité humaine ? Pas tant que cela, de sorte que j'aurais tendance à dire que pour ce type de RB faible, tout chambouler pour si peu de progrès social est très discutable, au moins sur le plan des revenus des plus pauvres. Mais voyons cela.

Pour une personne seule actuellement au RSA (524 euros comme base, en fait 454 pour les personnes ayant par ailleurs une aide au logement), cela ne changerait pratiquement pas son revenu, indécemment bas. Pour moi c'est peu acceptable. Cela aurait malgré tout comme avantage pour ces personnes de ne plus avoir à vivre les galères bureaucratiques et stigmatisantes où il faut chaque trimestre fournir des preuves qu'on a droit au RSA, ou à un RSA réduit (car le RSA est une allocation dite différentielle, c'est-à-dire qu'on en déduit par exemple les maigres revenus tirés d'un petit boulot temporaire, qu'elle est réduite si la personne perçoit une aide au logement, etc. autant de choses qui ne se produiraient pas avec un RB). Des situations qui expliquent en partie le taux important de « non recours » (environ un tiers) au RSA de la part de personnes qui y ont droit. Mais pour ne pas détériorer la situation de ces personnes seules au RSA en mettant en place un RB, il faudrait garantir que toutes les autres aides actuelles (audiovisuel, tarifs sociaux, etc.) ne sautent pas du fait du RB. C'est possible, mais ce n'est pas mentionné par exemple dans le projet de Koenig et De Basquiat.

Pour les couples, l'amélioration serait sensible vu que le RSA pour un couple (786 euros, moins s'il y a une aide au logement) n'est pas le double du RSA pour une personne seule, loin de là. Sous réserve toutefois du maintien des autres aides actuelles, faute de quoi la situation des couples pauvres pourrait ne pas être améliorée, voire empirer, avec le RB.

Et pour les inégalités ? Les plus aisés ne vont-ils pas y gagner beaucoup plus que les « bénéficiaires » du RSA ? Evidemment oui si les plus aisés perçoivent le RB en plus de leurs autres revenus, toutes choses égales par ailleurs en matière de revenus et de fiscalité. Mais, et c'est là que les schémas de financement se compliquent, tous les projets de RB sont accompagnés d'une fiscalité réformée, parfois

de façon régressive avec la flat tax, parfois dans le sens de la progressivité. Dans ce dernier cas, le RB versé aux plus riches serait compensé (et au-delà pour les très riches) par un supplément d'impôt. L'objection arrive régulièrement : mais pourquoi verser ce RB à certains si c'est pour leur reprendre ? La réponse usuelle, non dépourvue de sens, est : c'est plus clair, plus simple, plus universel, autant séparer revenus primaires et redistribution via la fiscalité.

Le casse-tête du financement du revenu de base (2)

Commençons par le cas du RB faible. Où trouver les 350 milliards annuels ? Les solutions avancées sont très diverses. Le plus souvent, c'est du côté de la fiscalité, des cotisations sociales et des économies de certaines prestations sociales devenues sans objet que se trouvent les recettes. Parfois, la création monétaire est prévue, mais cela semble une solution de « facilité sur le papier » voire de fuite en avant qui pose des problèmes que je n'évoque pas ici. Il vaudrait mieux la réserver pour les indispensables investissements ciblés de la transition écologique.

LES SOMMES A VERSER SONT ENORMES, MEME APRES DEDUCTION DES PRESTATIONS DEVENUES SANS OBJET

Les prestations et aides sociales qui pourraient être supprimées en totalité ou en partie (sans dommage pour les personnes) ne sont pas légion avec un RB aussi bas à 500 euros mensuels par adulte. Elles recouvrent une partie des minimas sociaux et des allocations familiales. Pour ces dernières, dont le montant en 2012 était de 48 milliards d'euros, le RB « jeunes » de 200 euros mensuels peut compenser à 75 % (montant total pour 15 millions de moins de 18 ans : 36 milliards). Au total, on ne « récupère » ainsi qu'au plus 80 milliards d'aides sociales diverses que ce RB rend sans objet, dans l'hypothèse que j'ai retenue où il serait inacceptable que certaines personnes à faibles revenus gagnent moins avec le RB qu'actuellement, et où, si le RB est supposé s'ajouter aux salaires comme aux retraites, il doit aussi s'ajouter aux indemnités chômage et aux pensions de reversion.

Pour le reste, soit 270 milliards à verser EN PLUS de la protection sociale existante, il existe deux voies qui peuvent être combinées : alourdir la fiscalité (directe et/ou indirecte) et alourdir les cotisations sociales, ou ce qui est logiquement proche : réduire les salaires, les retraites et autres revenus du travail de façon progressive (plus pour les hauts revenus, peu ou pas pour les petits). Je m'en tiendrai aux prélèvements fiscaux incluant les cotisations.

C'est possible en théorie : distribuer 350 milliards de revenus imposables, économiser 80 milliards de prestations, et récupérer 270 milliards d'impôts directs ou indirects et de cotisations qui seront réinjectés dans le RB n'est pas insurmontable si ces prélèvements sont justes. Le total des prélèvements obligatoires en 2012 était de 914 milliards. Il passerait à 1.180 milliards. Par exemple, un couple de smicards sans enfant dont le revenu salarial est d'environ 2.300 euros verrait, avec ce RB, son revenu passer à 3.300 euros si le SMIC net est inchangé, mais il devrait payer nettement plus d'impôts. La fiscalité dans son ensemble, cotisations comprises, devra dans tous les cas être revue à la hausse, faute de quoi le RB ne pourra pas être financé. Et ce n'est pas une petite hausse : près de 30% en moyenne, même pour ce « petit » RB. Pas facile politiquement.

Certains évoquent ici la contribution des dividendes, qui sont en effet très excessifs, mais même si l'on affectait la moitié des dividendes au financement du RB, cela ne ferait guère que 50 milliards sur les 270 à trouver.

Conclusion de ce premier cas : un éventuel RB de faible montant n'est guère satisfaisant comme outil de lutte contre la pauvreté et les inégalités, sauf s'il est couplé avec une réforme fiscale progressive augmentant nettement les recettes publiques. On ne peut pas laisser croire par exemple aux couples à revenus moyens qu'ils vont purement et simplement gagner 1000 euros de plus par mois sans qu'une bonne partie, et pour certains la totalité, ne leur soit reprise par l'impôt ou les cotisations sociales.

Mais dans ces conditions on peut être sceptique sur un tel modèle de RB car finalement c'est la réforme fiscale qui jouerait de loin le plus grand rôle comme outil de réduction des inégalités et de la pauvreté, le RB seul ayant plutôt l'effet inverse !

FINANCER UN RB PLUS AMBITIEUX ? UNE EQUATION IMPOSSIBLE ?

Un RB faible, sorte de RSA inconditionnel pour tout le monde, n'est pas vraiment « digne » à mes yeux. Un RB pour une vie plus décente bien que modeste, serait par exemple à 800 ou 900 euros pour les plus de 18 ans (ou les plus de 16 ans). Son montant pour 52 millions d'adultes de plus de 18 ans, si on prend comme base 10.000 euros nets par an, soit 833 euros mensuels nets par adulte, c'est 520 milliards. Si l'on prévoit un mini RB de 300 euros par jeune de moins de 18 ans, il faut ajouter 54 milliards.

Quelle partie de ces 574 milliards serait du transfert (ou de l'économie) de prestations existantes ? Je les estime au grand maximum à 150 milliards avec le niveau actuel du chômage et de la précarité. Il faut donc trouver 424 milliards supplémentaires, donc augmenter les prélèvements obligatoires de 46 % !

Le scénario où le RB viendrait purement et simplement s'ajouter aux revenus du travail ou aux retraites (pour ceux et celles qui feront le choix de travailler, de loin les plus nombreux), tout en maintenant une bonne partie de la protection sociale (santé, invalidité, maternité, etc.), est en réalité... impossible. Sauf si l'on suppose 1) soit que plus de 40 % des quelque 1000 milliards de salaires nets, retraites et revenus des indépendants ne sont plus versés en salaires, retraites et revenus directs, mais en RB ; 2) soit que la fiscalité est alourdie dans les mêmes proportions ; 3) soit un mélange de ces deux solutions logiquement semblables.

Ce n'est pas impossible sur le papier, mais alors c'est toute la structure des salaires (et des retraites) qui est à renégocier dans des proportions énormes puisque, en moyenne, les salariés et retraités toucheraient moins de 60 % de leurs revenus actuels, avec comme compensation un RB assez généreux. C'est un saut dans l'inconnu sans élastique et je ne suis pas prêt à sauter. Seuls des approfondissements de la réflexion peuvent fournir des élastiques.

Le casse-tête du financement du revenu de base (3)

Parmi les très nombreux projets de RB, certains répondent mieux que d'autres d'une part à des exigences écologiques, d'autre part à cet autre principe de justice qu'est le partage du travail. En particulier les deux suivants. Mais on ne peut pas dire qu'ils disposent à ce jour d'un plan de financement crédible.

Une commission de « Nouvelle Donne » a commencé à travailler sur un scénario original incluant 1) une RTT radicale à 28 heures par semaine, 2) un RB à 600 euros mensuels pour les 18-65 ans et 200 euros pour les moins de 18 ans, et 3) une réforme fiscale progressiste. C'est encore en débat, mais coupler le RB et une forte RTT est vraiment intéressant, chacun des deux volets pouvant renforcer l'autre et réduire les inégalités, car :

1) on peut accepter de travailler 28 heures en gagnant moins qu'avec les 35 heures (on conserverait par exemple le SMIC horaire) si le RB assure un maintien ou une progression du revenu total des salariés, ce qui est le cas pour la grande majorité d'entre eux dans la simulation effectuée. On pourrait même selon ce projet augmenter les cotisations sociales des entreprises sans augmenter le coût du travail (pour contribuer à financer le RB), mais j'ai des doutes sur ce point du financement.

2) le quasi plein emploi réduit les dépenses directes et indirectes de « traitement » du chômage, qui se chiffrent en dizaines de milliards.

Le financement de cette proposition pourtant modérée en termes de montant mensuel du RB n'est pas simple, et un déficit non négligeable apparaît pour le système de protection sociale incluant le RB. Affaire à suivre.

Une autre proposition de RB bien argumentée, sans doute plus utopique, mais la plus « écolo », est la « dotation inconditionnelle d'autonomie », présentée dans un petit livre de 2013 des éditions Utopia préfacé par Paul Ariès : « Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle d'autonomie ». Son grand intérêt est qu'elle se situe à rebours de nombre d'autres projets de RB nettement « croissancistes » ou « productivistes ». Je l'avais évoquée dans [un précédent billet](#). Mais la question du financement reste entière.

CONCLUSION : LA GRANDE RAISON DU CASSE-TETE

Pourquoi diable a-t-on, avec le RB, même le plus petit, un besoin de financement public additionnel qui se chiffre en centaines de milliards, qui provoque une augmentation des prélèvements obligatoires de 30 % à 50 %, d'où LE casse-tête ?

Pour une raison simple : parce qu'il est universel, CE RB EST VERSE A DES MILLIONS DE GENS QUI N'EN ONT ABSOLUMENT PAS BESOIN, y compris des personnes qui gagnent déjà beaucoup trop. Et de ce fait, il faut trouver le moyen de leur retirer avec une main, celle des prélèvements justes, tout ou partie de ce qu'on vient de leur donner avec l'autre main, celle de l'universalité.

Là est le casse-tête du financement. Il relève de la contradiction entre deux principes de justice dans une société inégalitaire aux ressources non extensibles : celui de l'universalité inconditionnelle du supplément de revenu (RB) d'une part, celui de la juste (re)distribution de l'ensemble des revenus d'autre part. Plus précisément, le conflit provient du fait qu'on veut ajouter un revenu égal pour tous à des revenus terriblement inégalitaires, sans pouvoir ni vouloir augmenter le revenu global des ménages,

sauf à la marge. Il faut alors se lancer dans des transferts massifs via une explosion des prélèvements publics. A titre personnel, cela ne m'affole pas, mais je vois mal comment faire accepter cette idée à la majorité de nos concitoyens à court et moyen terme. Allez leur expliquer que le taux de prélèvements obligatoires va passer d'environ 45 % aujourd'hui à 58 % (pour le RB à 500 euros) ou 66 % pour un RB plus ambitieux !

Alors certes, on peut ne pas gonfler les prélèvements si on finance le RB en coupant très fort dans les 700 milliards de prestations sociales. Mais alors, pour moi, ce sera définitivement non, car les dépenses sociales reposent sur le principe « en faire plus pour ceux qui en ont le plus besoin », supérieur à mes yeux au principe du RB : autant pour chacun quels que soient ses besoins. TOUT PROJET DE RB QUI IMPLIQUE DE PIQUER DANS LA POCHE DE CERTAINS PAUVRES DE L'ARGENT DONT ILS ONT CRUELLEMENT BESOIN POUR LE REFLER A DES RICHES EST SCANDALEUX. Et pourtant cela existe, par exemple avec le Liber dont j'ai déjà parlé. J'attends des précisions sur le projet de RB en Finlande, mais je crains qu'il en soit de même.

Je salue d'ailleurs la critique, par le Mouvement français pour le RB, des propositions du député de droite Frédéric Lefebvre : « l'amendement posé par Frédéric Lefebvre propose de réfléchir à la mise en place d'un « revenu universel qui viendrait remplacer l'ensemble des aides sociales, le système actuel du revenu de solidarité active, de la prime pour l'emploi, des aides au logement et des exonérations de cotisations patronales. [...] L'ensemble des aides au logement, au chômage, aux études ou les pensions de retraite seront supprimées ». Avec un tel mécanisme, une grande partie des populations soutenues par les mécanismes actuels de protection sociale seraient perdantes : les personnes indemnisées par l'allocation chômage, les retraités, etc. Formulé dans ces termes, l'amendement semble avoir comme premier, si ce n'est unique objectif de réduire la dépense publique... Une démarche que ne partage pas le MFRB, pour qui le revenu de base doit être un outil destiné à renforcer la protection sociale. ». Bravo le MFRB.

En passant, je trouverais démagogique et anti-démocratique un referendum où l'on ne poserait aux gens que la question « pour ou contre un RB de 500 euros pour tous » (par exemple), sans que la question indique où l'on trouverait l'argent, qui gagnerait, qui perdrait et combien.

Pour conclure vraiment, je ne crois pas que les personnes qui se déclarent a priori favorables au RB sans avoir pu réfléchir à ces questions de financement soient emballées par le fait que les riches le perçoivent autant que les pauvres. Ce qui leur plaît dans le projet, ce qui me plaît aussi, c'est l'idée que toute personne puisse vivre dans la dignité avec un revenu minimal individuel décent, qu'elle ait ou non un emploi ou une retraite. Faut-il pour cela pratiquer un égalitarisme abstrait (et de fait difficilement finançable, sauf preuve du contraire) où tout le monde perçoit automatiquement de l'Etat 500 ou 800 euros mensuels ?

Ne peut-on revendiquer des solutions plus pragmatiques, exigeant d'ajouter non pas quelques centaines de milliards de dépenses publiques mais quelques dizaines, aboutissant à ce que plus personne ne vive en dessous du seuil actuel de pauvreté ? C'est ce que je défends depuis des années (voir l'annexe de ce billet). Ce n'est certes pas un revenu universel et inconditionnel versé aux riches comme aux pauvres, mais en termes de gain en dignité pour tous, de gain en liberté de choisir de travailler ou non, de réduction des inégalités, ce serait une révolution presque aussi considérable que le RB. Lequel resterait en débat, car ses intentions (dans ses versions de gauche) ne me sont pas indifférentes.

ANNEXE : extrait d'un [billet du 22 novembre 2015](#)

UN REVENU DECENT UNIVERSEL PAR UNE HAUSSE DES MINIMAS SOCIAUX, ASSOCIEE A (ET FACILITEE PAR) UNE CREATION MASSIVE D'EMPLOIS UTILES

Pour les 10 à 20 ans à venir, des minimas sociaux inconditionnels (la seule condition étant une constat

de ressources insuffisantes) garantis à 700, 800 puis 900 ou 1000 euros (pour une personne seule), évidemment pas universels, seraient politiquement bien moins difficiles à faire passer dans l'opinion et dans les faits, tout en ayant des résultats voisins pour les bénéficiaires et pour la société, Y COMPRIS POUR LE CHOIX EVENTUEL ENTRE LE FAIT DE TRAVAILLER OU NON, sans être plus stigmatisants qu'un revenu versé à tous.

En associant des minimas sociaux nettement plus élevés et des stratégies de créations d'emplois utiles pour la transition, de partage équitable du travail, de droits universels étendus sur le plan du travail, de l'emploi, de la protection sociale, de l'égalité entre les femmes et les hommes, on pourrait poursuivre le débat sur un RB de gauche en marquant des points sur la dissociation entre revenus et emplois. Ce ne sera déjà pas simple de construire un rapport de forces à cet effet, alors pour un RB de gauche et non productiviste, il faut sans doute en maintenir l'idée comme projet à long terme, mais certainement pas selon moi comme objectif à court et moyen terme.

Enfin, je ne crois absolument pas qu'en mettant en avant un mini RB libéral « low cost » au niveau du RSA, on servirait la cause de l'émancipation ou celle d'un RB de gauche. Ce ne serait pas une étape dans cette dernière voie mais un obstacle, contrairement à mes propositions sur les minimas sociaux. Penser que la diversité contradictoire des projets de RB pourrait se résoudre sur la base du plus petit dénominateur commun serait sans issue parce que les versions libérales/minimales et antilibérales/ambitieuses ont des visées opposées.

Il y a dix ans, en rédigeant mon essai « En finir avec les inégalités », j'avais estimé à 1% du PIB, autour de 20 milliards d'euros, le coût public additionnel d'un très fort relèvement des minimas sociaux permettant d'atteindre à peu près le seuil de pauvreté. Il faudrait refaire l'exercice, peut-être aboutirait-on à un montant de 30 milliards d'euros annuels, mais autant dire que ce n'est pas irréaliste, alors que les centaines de milliards à redistribuer impliqués par un RB de gauche semblent hors d'atteinte dans le contexte actuel, sauf sur le papier. A discuter en tout cas.

Je n'ignore pas la question du « non recours aux droits ». Mais je suis convaincu qu'elle aurait des solutions si l'on s'en donnait les moyens, surtout si ces droits sont plus élevés et plus dignes. Il faudra dans tous les cas combattre l'idée de « l'assistanat » pour faire avancer celle de droits au bien vivre dans un monde soutenable, avec ou sans emploi, avec ou sans RB.